

M. Ripley: J'essaierai d'y répondre, monsieur le président, si vous me le permettez.

Le président: Cette réponse pourrait être conjointe.

M. Ripley: Oui; en fait, il y a à peine quelques années, les gens pensaient et croyaient fermement qu'on ne pouvait rien pour assurer la navigation d'hiver dans certaines de nos eaux navigables. On prétendait, naturellement, qu'on ne pouvait rien contre les éléments. Toutefois, malgré cela, avec l'amélioration de la technologie dans les domaines de la navigation et de la construction navale, l'apport de nouvelles idées sur les caractéristiques de la glace dans certaines régions, les progrès réalisés en météorologie, comme l'a expliqué M. McIntyre, tout cela a démontré sans l'ombre d'un doute qu'on pourrait améliorer la navigation d'hiver.

Naturellement, nous avons la preuve que la navigation d'hiver existe bel et bien à Québec, alors qu'il n'y a pas longtemps on ne l'acceptait pas du tout, et il y a des navires qui se rendent à Montréal, l'hiver, alors qu'il y a quelques années, cela ne se produisait pas.

Je suppose donc que nous pourrions améliorer nos techniques et multiplier nos recherches dans ce domaine. Grâce à celles que l'on effectue présentement, on apportera d'autres améliorations.

Le sénateur Cameron: Pensez-vous qu'il y ait un jour assez d'avantages économiques pour justifier le coût de garder la voie maritime ouverte?

M. Ripley: Je laisse M. Hewson répondre à cette question.

M. Hewson: La voie maritime elle-même, en tant que mode de transport, concurrence d'autres modes de transport de surface, surtout les oléoducs; car il y a une grande quantité de pétrole qui voyage présentement par bateau et qui pourrait être transportée par oléoduc, qui concurrence aussi les réseaux ferroviaires et routiers.

Quant à l'ouverture permanente de la voie maritime, je pense que peut-être M. Ripley pourrait nous préciser les difficultés techniques et dans quelle mesure on peut prolonger la saison avec certitude; mais la situation économique n'est pas aussi claire pour la navigation du Bas Saint-Laurent jusqu'à Montréal.

Nous ne sommes pas en mesure pour le moment d'avoir une idée exacte de l'aspect positif de prolonger la saison de navigation pour la voie maritime elle-même.

Le sénateur Bourget: Les difficultés que l'on éprouve pour laisser la voie maritime ouverte tout l'hiver ont probablement trait aux écluses. Avez-vous fait des recherches ou des études afin de surmonter ces difficultés?

Le président: Il s'agit d'une question d'ordre technologique.

Le sénateur Bourget: Mais, elle entre aussi dans le domaine de la recherche.

Le président: Oui, mais non dans celui de l'économie; mais il se peut qu'elle y touche à la fin. Finalement, tout est question d'économie.

Le sénateur Bourget: Eh bien! Ma question venait s'ajouter à celle du sénateur Cameron.

M. Hewson: Eh bien, M. Ripley peut nous parler du sujet de toute façon, et nous dire ce qu'on a accompli.

M. Ripley: En fait, on a étudié un bon nombre d'idées à ce sujet et vous avez raison de dire que la question des écluses, que les zones des écluses sont des questions critiques en ce qui concerne la voie maritime.

Les autorités de la voie maritime, pour leur part, ont fait et continuent de faire beaucoup pour enlever la glace des zones des écluses et il en résulte qu'il y a eu une prolongation modeste de la saison de navigation. Si ma mémoire m'est fidèle, dans les quelques dix années qui se sont écoulées depuis l'ouverture de la voie maritime, il y a eu prolongation de la saison de navigation de deux semaines en décembre, je crois. Cette prolongation a été en partie due à la chance, à cause du temps favorable, mais d'un autre côté, certaines des améliorations dans les nouvelles techniques y ont contribué considérablement.

Quant à ce que nous ferons à partir de maintenant, franchement je l'ignore. Un peu partout on parle de chauffer l'eau et de ce genre de chose, d'installer des stations génératrices d'énergie thermique, des stations d'énergie atomique près de ces zones critiques, mais dans notre domaine, nous n'effectuerons certainement aucune recherche à ce propos.

Il y a d'autres organismes, je crois, comme le Conseil de recherches pour la défense et peut-être le Conseil national de recherches qui s'attaquent à ce sujet.

Le sénateur Cameron: À cet égard, j'ai une autre question, qui figure en page 6, relativement à la